

A Drummondville, chez Yum Yum, après deux suicides, plusieurs disaient : « On finit par mourir quand on travaille ici. »



Fermeture = mort!!!

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Jean-Roch Lagacé, aide général chez Seagram et délégué social, croit que l'aide aux travailleurs en détresse doit venir vite, « contrairement aux PAE (programme d'aide aux employés) qui te réfèrent à un service, mais ça peut prendre deux semaines pour avoir un rendez-vous ». Chez Seagram, il y avait un travailleur social qui passait dans l'usine et connaissait les employés. Mais son poste a été aboli au début des années 1990.

« LE SUICIDE a été un choc : tu te demandes si t'es à l'abri de ça », dit Jean Coursol. À cause de ses difficultés de langage, la victime était dans l'incapacité d'envisager une démarche pour se retrouver un emploi. Leur confrère avait déjà avoué, lors d'une rencontre avec les délégués sociaux, qu'il songeait au suicide. Quand ses collègues l'ont vu rentrer au travail les poings en sang, ils l'ont hospitalisé. À cause d'un mauvais diagnostic psychiatrique, il est ressorti trop vite...

C'était « un gars de 33 ans, très isolé, très seul », se souvient Daniel Champagne, un des deux coordonnateurs qui, avec Francine Burmonville, du réseau des délégués sociaux de la FTQ à Montréal, a aidé le groupe de travailleurs à surmonter la crise de la fermeture, doublée par ce décès dramatique. Les délégués sociaux sont choisis pour aider des collègues aux prises avec des difficultés personnelles, en dehors du cadre de la convention collective. Le réseau des délégués sociaux a été créé il y a une douzaine d'années à la FTQ. Ils sont 1200 à Montréal et autant dans le reste du Québec.

L'entraide

LE SYNDICAT a été pris au dépourvu par la fermeture de Seagram, reconnaît le président du syndicat, Richard Vaillant. « C'est la première fois que je vivais une fermeture d'usine. » L'employeur ne voulait même pas faire mention de la fermeture dans la convention collective, mais il a fini par accepter l'intervention syndicale sur les lieux de travail. Les rencontres avec les délégués sociaux et les coordonnateurs de la FTQ ont commencé en décembre 2002 et ont duré trois mois, des sessions de huit heures, pendant les périodes d'ouvrage.

« Toutes les frustrations personnelles ou professionnelles y passent », dit Jean Coursol. « Après, les participants connaissent mieux les préoccupations des autres et peuvent s'entraider. » À la fin de la journée, le président du syndicat répondait aux questions des employés sur les transferts à l'usine de Valleyfield ou sur la nouvelle convention collective.

« Ces sessions collectives sont appréciées des employés parce qu'ils sont impliqués dans le processus », explique Michel Lefebvre, responsable du développement de l'entraide à la CSN pour Montréal et la Montérégie. Michel Lefebvre aurait bien aimé organiser de telles rencontres à l'hôtel Renaissance de Montréal, mais les délais étaient trop courts : à la mi-avril 2003, les